

CRISES ET MONDIALISATION

par Thierry REBOUR, Maître de conférences à Amiens – SEDET, Paris VII
café Géo, L'Atelier
16 décembre 2008

INTRODUCTION

Depuis quelques mois, l'économie mondiale est entrée dans une phase de crise. Tout a commencé aux Etats-Unis par la crise immobilière dite des *subprimes*, laquelle s'est propagée vers l'Europe assez rapidement. Une forte inflation, en particulier des matières premières, coexiste avec une déprime paradoxale des prix industriels apparemment d'origine structurelle. En outre, des crises financières récurrentes qui vont de bulles spéculatives en *krach* secouent les indicateurs économiques mondiaux depuis plusieurs dizaines d'années.

En réalité, il s'agit de l'interaction de plusieurs crises au tempo différent :

- une dépression longue qui touche essentiellement les pays développés depuis plus de 40 ans, où prix et volumes divergent à long terme ;
- une crise de surproduction (ou/et de sous-consommation), conséquence de la précédente, liée à un ajustement par le bas des revenus du travail dans le monde à cause de la concurrence internationale entre pays de niveau de développement très différent ;
- enfin une crise financière, de court terme mais dont les racines sont pluridécennales et dont la conséquence se manifeste par un surinvestissement sur les marchés des matières premières, en particulier les marchés à terme.

Pour comprendre les relations d'interdépendance entre ces trois phénomènes, nous étudierons tout d'abord la crise inflationniste de court terme et nous montrerons qu'elle est une conséquence de la dépression longue. Celle-ci fera l'objet de la deuxième partie. Enfin nous analyserons les effets de *feed-back* entre conjonctures longue et courte afin de comprendre la nature du problème financier structurel qui affecte l'économie du monde depuis plusieurs décennies.

I – LA CRISE COURTE

Il existe en réalité deux problèmes de court terme dont l'un est la conséquence de l'autre. La crise américaine des *subprimes* a déclenché une crise financière globale. Il s'agit au départ d'une crise de crédits immobiliers à taux variables hypothéqués sur les *dots*-biens, touchant non seulement les débiteurs insolubles, mais aussi les bailleurs, principalement des banques. Les soubresauts violents d'un certain nombre de produits financiers, touchés par la crise des *subprimes* via la titrisation (c'est-à-dire le partage des risques liés aux titres « pourris » à travers des produits financiers divers, parfois très éloignés en apparence des titres initiaux) ont dirigé les spéculateurs vers des investissements plus sûrs. Or, par ailleurs, des tensions inflationnistes apparaissaient dans certains secteurs agricoles et énergétiques, dont il va nous falloir expliquer les causes. Les reports massifs des investissements financiers vers les marchés de ces secteurs – en particulier les marchés à terme – ont transformé ces tensions en une véritable inflation à l'échelle mondiale.

Les arguments traditionnels répétés en boucle sur les médias pour expliquer cette inflation sont extrêmement discutables. Ainsi sont accusés conjointement :

- la hausse de la consommation des nouveaux pays industriels et l' « essor » apparemment « considérable des classes moyennes consommatrices de céréales, de lait et de viande » ;
- la sécheresse australienne et les mauvaises récoltes de ces dernières années ;
- la substitution de culture de céréales alimentaires en produits énergétiques (dans le but de diminuer les émissions de gaz à effet de serre) ;
- l'émergence du *peak oil* énergétique, c'est-à-dire le moment précis où la moitié des réserves mondiales d'hydrocarbure aura été extraite.

La rigidité structurelle de l'offre de ces matières premières, pourtant évidente depuis plusieurs décennies, est bien moins souvent invoquée que celle supposée de la demande. Or, c'est bien ici que la plupart des analystes se trompe.

Il est inutile de s'étendre sur les causes physiques (sécheresses, inondations, etc.) dans la mesure où si elles sont bien réelles, leurs déclenchements – par nature aléatoire – et leurs conséquences révèlent un problème de plus long terme. Le monde a connu d'autres années de récoltes mauvaises ou médiocres sans que l'inflation se déclenchât pour autant.

L'expansion des classes moyennes dans les NPI est quant à elle une fable. Ainsi, par exemple, la demande chinoise en matière première ne représente que 3 % de la demande mondiale (malgré la rapidité de sa croissance) ; celle de lait et de viande est infime (inférieure à 0,5 %). L'idée fort répandue d'une croissance rapide des salaires – valable dans le cas des petits pays (Dragons d'Asie) où le marché du travail est restreint – n'est pas tenable pour des pays de la dimension de la Chine ou de l'Inde. L'offre de travail y est immense. Il y existe une « armée de réserve » de travailleurs en provenance des campagnes qui interdit toute hausse salariale avant longtemps. Les entreprises industrielles ne sont pas philanthropiques : seule une rigidité de l'offre de travail y justifierait des augmentations de salaire. Elles n'auront lieu ni en Chine, ni en Inde dans les années qui viennent ; tout au plus à la fin du siècle, si le rythme de croissance actuelle se maintenait.

La question de l'éthanol – dont la Banque Mondiale a prétendu récemment qu'elle était la cause essentielle de l'inflation des matières premières alimentaires – est également discutable : cela fait plusieurs années que la substitution culture alimentaire / culture énergétique est en œuvre ; or ce serait justement cette année que les quantités produites atteindraient le point critique, déclencheur d'inflation des produits alimentaires. La coïncidence serait curieuse ! En outre, l'inflation touche toutes les matières premières et non les seules matières premières alimentaires. L'augmentation du volume des cultures énergétiques, jugée capable de hausser par défaut les prix de la nourriture, aurait du logiquement faire baisser les prix de l'énergie, ou au minimum en limiter l'inflation. Or, c'est précisément le contraire qui se produit : énergies et aliments sont conjointement victimes de l'inflation.

Le problème du *peak oil* censé expliquer les prix élevés des hydrocarbures est une équation qui comporte, par nature, de nombreuses inconnues. Puisqu'on ignore le volume des réserves mondiales, on ignore forcément le moment du *peak oil*. Prétendre qu'il serait en train de se produire est une affirmation tout aussi gratuite que de d'avancer – comme certains experts le faisaient encore l'année dernière – qu'il aurait lieu en 2050. La vérité oblige à admettre, qu'on aura connaissance de la date du *peak oil* qu'une fois les réserves de pétrole totalement épuisées. Il sera évidemment alors loin derrière nous ! La loi de l'offre et de la demande n'étant pas rétroactive, il est donc de facto impossible que le *peak oil* puisse influencer sur les prix. Souvenons-nous des fluctuations violentes des prix du baril au cours de ces 40 dernières années et souvenons-nous de leurs causes. Le *peak oil* n'en est naturellement pas responsable.

II – LA CRISE LONGUE

La question des prix du pétrole est toutefois exemplaire quand on veut comprendre les mécanismes de l'inflation des matières premières. En 1973-1974, l'OPEP décida de réduire les volumes et de multiplier les prix par 4 afin de restaurer des profits menacés par une éventuelle déflation.

Ce schéma, de type ciseaux prix / volume, est désormais classique en Occident. C'est même la marque qu'appose la Crise longue à un secteur d'activité, lorsqu'elle l'atteint.

Si l'on prend l'exemple de la France, la crise de ciseaux commence par atteindre le secteur minier au tout début des années 1960. Puis ce fut le tour des textiles, des industries lourdes et du BTP (avant 1973). Vient alors la crise du pétrole, qui a ceci de particulier qu'il représente une part importante des coûts de production. Ainsi, la France « découvre » en 1973 une crise qui était déjà là depuis plus de 10 ans. Pourtant, ce qui arrive à la branche pétrolière est similaire à ce qui était arrivé dans les autres branches précédemment. D'abord des tensions déflationnistes pesant sur les prix et les profits ; puis, une restauration des profits via une baisse des volumes et une hausse conséquente des prix. Les oligopoles industriels ont ainsi été capables de contrecarrer l'inversion des ciseaux prix / volumes. Contrairement à la Grande Dépression de la fin du XIX^{ème} siècle, où malgré la déflation, la production avait continué d'augmenter et avait alors laminé la profitabilité, les entreprises ont cette fois anticipé une crise dont elles avaient déjà fait l'expérience. Le caractère oligopolistique ou monopolistique de ces branches a permis aux producteurs d'inverser la baisse des profits en court-circuitant une éventuelle déflation par une baisse anticipée des volumes.

Après 1973, d'autres branches ont continué d'être touchées, dans l'agriculture comme dans l'industrie. Il serait fastidieux d'indiquer par le menu les dates d'entrée des différents secteurs de la production « physique » dans la crise. Au début du XXI^{ème} siècle, quel secteur connaît encore une réelle croissance des volumes ? Et la France n'est pas un cas particulier.

La crise longue que les pays développés « découvrent » en 1973 les touche différemment selon leur structure de production. Plus un pays est spécialisé dans des branches qui entrent tôt dans la crise, plus il est tôt touché. Ainsi, les années 1970 seront fatales à des pays ou à des régions tels que : la France du Nord-Est, la Belgique francophone, la *Manufacturing Belt* américaine, le Royaume-Uni (1^{er} pays touché dès les années 1960, ce qui explique la stagflation britannique dès 1960). En revanche, d'autres pays moins marqués par la Première Révolution industrielle et, par conséquent, spécialisés dans des secteurs entrés plus tardivement en crise, seront également plus tardivement touchés : Allemagne, Pays Scandinaves, Suisse, Croissant périphérique américain, Japon. Il semble même que les Dragons d'Asie soient à leur tour entrés dans cette crise à la fin du XX^{ème} siècle ; comme s'il existait un seuil de développement « critique » qu'ils auraient à leur tour atteint.

Les pays en voie de développement, n'ayant naturellement pas atteint ce seuil critique, devinrent alors logiquement le réceptacle de capitaux que les « rendements décroissants » expulsaient des pays développés. C'est ce que les économistes ont alors commencé d'appeler : « Mondialisation ».

III – INTERACTIONS CONJONCTURE LONGUE / CONJONCTURE COURTE

La Crise longue, dans laquelle sont progressivement entrés les pays développés entre 1960 et 2000, procède d'une inversion totale de leurs dynamiques économique et spatiale. Les rendements sont devenus décroissants, via la baisse des volumes. En même temps, les flux

spatiaux s'inversaient également avec la fin de l'exode rural et le début de la périurbanisation. Là où les « rendements croissants » avaient provoqué un phénomène millénaire d'agglomération des facteurs de production, les « rendements décroissants » produisent le contraire : une dynamique spatiale centrifuge à toutes les échelles. Les facteurs quittent les villes pour les campagnes périurbaines, les régions industrielles et urbaines (vieilles régions industrielles) pour les régions rurales (parfois appelées « *Sunbelt* » en vertu d'une théorie fantaisiste de l'héliotropisme), les centres pour les périphéries, les pays développés pour les pays en voie de développement.

Les puissants mouvements de capitaux vers les NPI procèdent de cette logique. Le capital y trouve des rendements croissants qui lui sont désormais inaccessibles dans les pays développés. Par conséquent, ce que les économistes et les médias appellent curieusement « Mondialisation » n'est rien d'autre que le fruit de cette nouvelle dynamique centrifuge. La « Mondialisation » est donc une pure conséquence de la crise. Il s'agit d'une stratégie du capital pour restaurer ses profits, une stratégie spatiale. On sait que les mouvements spatiaux de facteurs sont sous-optimaux, car coûteux. Pour que le capital y trouve un moyen optimal de restaurer sa profitabilité, il fallait qu'il fût privé de toute autre solution dans le strict cadre des pays développés.

Cependant, si la « Mondialisation » est donc une conséquence de la crise de « rendement décroissant » des pays développés, elle leur renvoie en *feed back* leurs propres déséquilibres.

En soumettant à la même concurrence, volontairement dérégulée (afin que le mouvement des capitaux en fût facilité) des pays de niveaux de développement et de niveaux de salaire – à productivité équivalente - très différents, la « Mondialisation » a provoqué une augmentation du chômage dans les pays développés. Toutefois, le chômage « keynésien », généré par cette concurrence qui pèse sur les revenus des travailleurs des pays développés et qui ajuste les salaires mondiaux par le bas, est très différent du chômage « classique » qui y existait jusque là à cause de la Crise longue. Rappelons que le chômage « classique » est causé par des coûts salariaux trop élevés – conséquences des rendements décroissants¹ dans les pays développés - ; tandis que le chômage « keynésien » a au contraire pour cause des salaires trop bas – liés à la concurrence internationale. La « Mondialisation », en surimposant ce chômage « keynésien » à un chômage « classique » endémique préexistant dans les pays développés, les a privés de toute possibilité de lutter contre ce chômage. Une baisse des salaires entraînerait une augmentation du chômage « keynésien » proportionnelle à la baisse du chômage « classique » ; tandis qu'une hausse de ces salaires aurait un effet à la fois inverse (augmentation du chômage « classique » proportionnelle à la baisse du chômage « keynésien ») et strictement identique, le maintien d'un niveau de chômage inchangé. Ainsi, le taux de sous-emploi est de l'ordre de 20 à 25 % dans tous les pays développés ; y compris dans ceux qui prétendent avoir atteint le plein emploi avec 3 à 5 % de chômeurs officiels pour plus du double ou du triple de « chômeurs dissimulés » ; soit par une multiplication du temps partiel, soit par un taux de « handicap » démesuré (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark). De toute façon, la « Mondialisation » prive les gouvernements de toute action efficace contre le chômage.

Dès lors, malgré la croissance du commerce international qui tente de différer la surproduction en se défaussant sur les pays voisins (et en y exportant au passage son chômage et ses déséquilibres), celle-ci est à terme inévitable à l'échelle mondiale. La conséquence en est la déflation qui touche désormais la plupart des secteurs industriels².

¹ La baisse des volumes liée à la crise longue a ainsi logiquement provoqué du chômage « classique » dans les pays développés.

² Ainsi est-il vain de croire régler la question du pouvoir d'achat par une baisse des prix, synonyme de surproduction.

En outre, un flux croissant d'épargne, liée à l'explosion des inégalités, ne trouve nulle part d'investissement productif, à cause de la faiblesse de la demande mondiale. Cette épargne n'a donc d'autre choix que de se financiariser, alimentant de la sorte des déséquilibres dans ce secteur.

La spéculation amplifie ou raccourcit le flot des transactions financières, provoquant tour à tour expansion et *crunch* monétaires³. Plus les inégalités croissent à cause de la « Mondialisation » et du déséquilibre profit / salaire, plus l'épargne financière augmente, plus les mouvements d'expansion et de ralentissement de ces flux financiers deviennent chaotiques.

Ainsi vint la crise des *subprimes* qui fait suite à bien d'autres *krachs* boursiers ou immobiliers durant ces 40 dernières années ; à cette différence près que l'épargne financière n'a jamais été aussi élevée. Or, par « chance », il reste certains titres qui rapportent...

Alors que la surproduction est plus qu'une menace, en particulier pour l'industrie, la baisse des volumes dans certains secteurs en crise depuis 40 ans dans les pays développés provoque paradoxalement des crises pénuriques dans ces secteurs. De la même manière que le chômage « classique » coexiste avec le chômage « keynésien », l'inflation des matières premières coexiste avec la déflation des produits finis. A chaque fois, c'est la logique des rendements croissants dans les pays sous-développés et les NPI qui s'entrechoque avec la logique inverse des rendements décroissants dans les pays développés (et les ex-pays communistes), à cause de la « Mondialisation ». Ainsi, la « *hot money* » (capitaux flottants de l'épargne financière) trouve son profit dans la faim des miséreux.

CONCLUSION

La crise courte inflationniste qui résulte en partie de la crise des *subprimes* est, en fin de compte, une conséquence à long terme de la Crise des pays développés. C'est la logique inverse de la dynamique économique dans une partie du monde et dans l'autre qui en est la cause. Dans les pays développés, où le capital tente de contrecarrer les rendements décroissants par une baisse des volumes, la conséquence ultime en est pénurie et inflation⁴. Dans les pays en voie de développement, les rendements croissants mêlés aux inégalités provoquent surproduction et déflation. La stratégie de fuite du capital des pays développés vers les pays sous-développés - en réponse à la crise longue des premiers - fait ainsi s'affronter deux logiques économiques strictement inverses. Aucune politique économique néo-classique n'est plus alors capable d'inverser ce processus.

Thierry REBOUR

Conférence retranscrite par Farid BENHAMMOU, le 23 juillet 2008 à Hébecourt (Eure).

³ Ralentissement brutal de la vitesse de circulation de la monnaie.

⁴ Pénurie et inflation sont de même nature : la pénurie est un ajustement par les quantités, l'inflation est la pénurie avec un système de prix.

Café géo du mardi 16 décembre 2008, 20h30, au bar l'Atelier, 206 rue de Bourgogne, Orléans

Crise et mondialisation, la preuve par l'espace.

Thierry Rebour (HDR, Université d'Amiens)

Débat

1. Quand on parle de crise longue, peut-on parler, au niveau terminologique, de dépression ?

T.R. Ici c'est plus qu'une dépression. Les termes de dépression comme de récession désignent des crises de court terme.

2. Peut-on relier la crise actuelle aux cycles Kondratieff ?

T.R. Les cycles Kondratieff sont censés durer 50 ans : 25 ans de croissance économique puis 25 ans de crise économique, avec volumes et prix allant dans le même sens. On les a identifiés depuis le 19^{ème} siècle. Le premier cycle a culminé vers 1870, puis décliné jusqu'en 1910. Le second a été caractérisé par une croissance économique de 1910 à la crise de 1929, suivie d'une crise jusqu'en 1945, et le troisième par une croissance de 1945 à 1970, et déclin jusqu'à aujourd'hui. Alors que le deuxième Kondratieff est trop court, le nôtre est trop long et, de plus, il voit une divergence prix / volumes (selon le phénomène des ciseaux déjà évoqué). Il vaut mieux donc parler de trends (un trend est un cycle économique multiséculaire entraînant tout à tour les indicateurs économiques vers le haut puis vers le bas) que de cycles de Kondratieff.

3. Concernant les rendements d'échelle, pourquoi sont-ils décroissants dans les pays industrialisés et croissants dans les PVD, et comment se manifeste cette différence ?

T.R. Dans une situation de rendements d'échelle croissants (productivité de tous les facteurs : capital, travail, terre), plus on utilise les facteurs de production, plus on obtient de produits après la production, comme ça a été le cas pendant la révolution industrielle ou les 30 glorieuses. Dans ce contexte, le but des entreprises est de produire le plus possible afin de maximiser leur profit, tout en étant le plus proche les unes des autres pour économiser des coûts (économies d'agglomération). Cela produit donc de l'agglomération. C'est le cas par exemple de la Chine aujourd'hui. Il en résulte une urbanisation très rapide. La plus grande ville du monde aujourd'hui est la nouvelle mégapole Hong Kong – Canton – Macao, où les trois villes sont jointives selon la règle habituelle des 200 mètres. Leur fusion date de 2004-2005 et la mégapole compte environ 35 millions d'habitants. Les rendements d'échelle croissants génèrent des mégapoles. Au contraire, les rendements d'échelle décroissants génèrent de la désagglomération, avec des output qui augmentent moins vite que les input. Le but des entreprises est alors d'être les plus petites possibles pour maximiser leur taux de profit. Une autre solution est aussi de fusionner. Mais la solution la plus profitable reste la délocalisation lorsqu'elle est possible. Les rendements d'échelle décroissants génèrent donc des flux centrifuges à toutes les échelles, alors que les rendements d'échelle croissants génèrent des flux centripètes à toutes les échelles. Les causes de ces flux sont le rapport entre la rente foncière et le pouvoir d'achat. Dans les pays industrialisés, les revenus du travail s'érodent. Or parallèlement, les prix fonciers et immobiliers augmentent énormément. Les

rendements d'échelle décroissants entraînent donc une déconcentration à cause d'un rapport négatif entre une rente foncière qui s'élève trop vite et des revenus insuffisants.

4. Pour vous, l'augmentation des prix de l'immobilier en occident et aux Etats-Unis est-elle liée à une pénurie des biens immobiliers ? Et avez-vous une idée de comment on mesure la notion de pénurie de biens immobiliers ?

T.R. 1969 a connu le record de production de BTP en France. Depuis, la diminution du nombre de logements construits alors que la population française continue d'augmenter légèrement entraîne une élévation des prix. Or, globalement, le prix du foncier est fixe depuis l'an 1000 : il vaut toujours la même quantité de marchandises (cf *La théorie du rachat*, Th. Rebour, 2000). Ce n'est donc pas la rente foncière qui est en cause mais le prix des logements qui augmente à cause d'une pénurie de logements construits et une dégradation progressive des logements anciens. Or, les logements sont payés par les ménages dans le cadre de l'accession des classes moyennes à la propriété privée environ depuis 1980 (auparavant, les logements étaient payés par les entreprises, d'abord via le paternalisme puis via le salaire différé). Or, les ménages dépensent ce qu'ils gagnent, alors que le capital gagne ce qu'il dépense en se rattrapant sur la hausse des prix. C'est comme pour les travaux qui seront à réaliser dans le cadre du Grenelle de l'environnement : ils seront à la charge des ménages (isolation des maisons, mise en conformité, systèmes d'eau...), or ceux-ci n'en ont pas les moyens. C'est à cause de la concurrence internationale que ce ne sont plus les entreprises qui payent. On en revient toujours à la mondialisation qui est au cœur du problème.

5. Vous expliquez donc l'augmentation des prix de l'immobilier par une pénurie de logements depuis 1969 et par une baisse du pouvoir d'achat ? Or, les chiffres de l'INSEE montrent une augmentation de ce pouvoir d'achat.

T.R. On parle du pouvoir d'achat du travail et non des ménages. Ce ne sont pas les ménages qui s'appauvrissent : il faut prendre le travail comme étalon. Car une petite partie des ménages s'enrichit (10 % environ, qui voient leur pouvoir d'achat augmenter), mais la majorité s'appauvrit. Mais dans la moyenne, cela ne se voit pas. Or ces 10 % consomment peu, mais ils épargnent. Alors que la majorité des ménages consomment tout ce qu'ils ont et n'épargnent pas. Par conséquent, une politique favorable aux riches stimule l'épargne et donc l'investissement. Mais dans les pays développés, la propension à consommer diminue car les inégalités augmentent. Or, la propension à consommer diminue avec le niveau de revenus. Donc s'il y a un déficit de consommation, pourquoi produire puisque les produits ne trouveront pas preneurs ? Ainsi, l'épargne ne se transforme plus en investissement et se financiarise, ce qui conduit à des bulles spéculatives quand la vitesse de circulation de cette épargne s'accélère, et à des cracks quand elle ralentit.

6. Peut-on parler de fin de système ou de fin du capitalisme ?

T.R. Ce n'est pas la fin d'un Kondratieff ni même d'un retournement de trend. On est dans une crise de l'hypertrend médiévo-capitaliste (de l'An 1000 à nos jours). Depuis l'An 1000, il y a eu trois trends, le dernier s'étendant du 18^{ème} au 20^{ème} siècle (trend contemporain). Ces trends s'appuient sur la croissance de l'hypertrend. Les crises de trend sont des crises longues. La crise de 1929 n'est pas une crise de trend mais une crise courte. Il n'y a jamais eu durant ces crises d'inversion globale des flux migratoires. Les villes ont toujours grandi, elles n'ont pas perdu d'habitants (ni pendant la crise de 1300-1450, ni pendant celle du règne de Louis XIV). C'est la première fois que l'on a une crise économique où les indicateurs basculent vers

le bas (mais pas les prix) et où les flux migratoires deviennent centrifuges, sauf à remonter jusqu'à la chute de l'Empire romain entre 250 et 950 ap JC.

7. *Quelle prospective faites-vous de la crise actuelle et que conseillerez-vous ?*

T.R. On a actuellement deux crises qui s'empilent : une crise de surproduction keynesienne liée à un ajustement des salaires vers le bas à cause de la mondialisation, qui s'ajoute à la crise des rendements d'échelle décroissants dans les pays développés depuis 1970. Il faut rééquilibrer le rapport capital – travail, redonner aux travailleurs les 15 % qu'ils ont perdu au cours des 30 dernières années pour retrouver la situation des années 1970 du point de vue du rapport de richesse capital/travail et rente. Mais pour les causes de la crise longue, l'explication serait trop vaste. Je vous renvoie à *La théorie du rachat*, qui est le titre d'un livre que j'ai publié en 2000.

Pour la résumer rapidement, la croissance économique serait le fruit de la pénétration progressive des terres sur le marché. La rente de ces terres étant payée avant qu'elles aient produit sur le marché, la demande est toujours en avance sur l'offre. Les prix augmentent et favorisent les revenus flexibles, comme les profits, aux dépens des salaires. C'est la mécanique des trends multiséculaires : les terres se déversent sur le marché, les prix augmentent conséquemment ainsi que les profits, tandis que les salaires diminuent. Lorsque la différence entre le niveau de production et le niveau des salaires est maximal, une crise de surproduction éclate, qui renverse la dynamique du trend. Les prix diminuent, entraînant la diminution des profits, tandis que paradoxalement, les salaires réels se regradent. Au point bas du niveau de production, la différence profit-salaire est de niveau maximal, mais à l'inverse de la situation de surproduction : on est en situation de pénurie. Un nouveau trend peut alors repartir, puisque les salaires réels sont élevés.

Le résultat spatial de ces déséquilibres est le phénomène d'agglomération. Ainsi, le résultat de la croissance du capitalisme en déséquilibre est l'existence des villes et même de mégavilles. Nous parlons ici de la croissance de l'hypertrend (sur lequel les trends se greffent). La théorie du rachat démontre donc que la croissance économique à très long terme résulte de la pénétration progressive des terres sur le marché. Lorsque toutes les terres sont sur le marché, le capitalisme a perdu son moteur. C'est probablement ce qui arrive actuellement aux pays développés depuis les années 1970. Cette « catastrophe » au sens mathématique de terme s'est déjà produite dans l'histoire : la chute de l'Empire romain. Mais le moteur de la croissance économique dans l'Antiquité n'était pas la terre mais le travail. Ce fut la pénétration progressive du travail sur le marché qui fut à l'origine de la croissance économique à cette époque. Car à l'époque le facteur rare n'était pas la terre mais précisément le travail, d'où l'esclavage. Lorsque tous les travailleurs dépendants furent transformés en esclaves-marchandises, le processus de croissance antique s'arrêta. Selon la théorie du rachat, la terre, dans le système médiévo-capitaliste, joue le même rôle que l'esclavage dans la civilisation antique. Aux mêmes causes les mêmes effets. Lorsque le rachat s'achève, c'est à dire lorsque toutes les terres sont sur le marché, on est dans la même situation qu'au II^{ème}- III^{ème} siècle après JC lorsque tous les esclaves étaient sur le marché. Plus qu'une banale crise financière, il s'agit d'une crise longue, non pas même celle du trend contemporain, mais probablement celle de l'hypertrend de l'An 1000 à nos jours. La preuve : de la même manière qu'à la fin de l'Antiquité, les flux migratoires s'inversent à toutes les échelles. C'est ce que j'appelle la preuve par l'espace.

Synthèse des débats par Evelyne GAUCHER, mcf, université de Tours